



Le Crebis (centre de recherche de Bruxelles sur les inégalités sociales) et l'ULB mènent actuellement une recherche sur la mutualisation entre organisations du secteur non-marchand. Elle est financée par l'accord bruxellois du non-marchand bruxellois 2021-2024.

Par mutualisation, nous entendons toute forme de mise en commun de moyens (matériels, immatériels, humains) entre organisations. Elle peut prendre la forme de partage de locaux, de finances, de services, de soutien technico-administratif ou encore de professionnels de première ligne travaillant pour plusieurs ASBL.

La présente enquête explore plus particulièrement l'impact économique de la mutualisation. Elle complète le volet consacré aux enjeux organisationnels et aux enjeux liés au service aux usagers, mené par ailleurs. Les données que vous fournirez sont anonymes, sauf si vous acceptez, en fin de questionnaire, de nous communiquer vos coordonnées. Et dans ce cas vos réponses seront traitées de façon strictement confidentielle.

Questionnaire en français : <https://mutualisation.limesurvey.net/922784?lang=fr>

Questionnaire en néerlandais : <https://mutualisation.limesurvey.net/922784?lang=nl-informal>

Le questionnaire comporte 6 parties et (maximum) 50 questions. Le temps consacré aux réponses est évalué à 30 minutes.

Il se peut que vous ne vous reconnaissiez pas toujours dans les réponses possibles car le secteur non-marchand est assez hétérogène. Dans ce cas, nous serions très intéressés par les commentaires que vous pourriez remplir, nous expliquant vos spécificités.

Si vous avez des questions, vous pouvez contacter Magali VERDONCK à magali.verdonck@ulb.be.

Et voici quelques informations sur l'avancée de l'enquête :

- 900 invitations envoyées début juillet pour répondre à l'enquête
 - 20 réponses complètes à la première invitation + 19 à la relance du 24/8 (en un jour !)
 - 94 enquêtes déjà partiellement remplies, mais non finalisées
- Objectif pour pouvoir utiliser les données et assurer une certaine représentativité : min 100 réponses complètes.
Il reste donc à convaincre au moins 61 organisations de finaliser leurs réponses